

Le baromètre de l'économie Raiffeisen:
la voix des PME

La politique douanière des USA bouleverse le secteur de l'export

Pas de panique

**La confiance demeure
malgré la hausse
des droits de douane
états-uniens**

Page 5

Force du franc suisse

**La hausse du franc
suisse suscite
des inquiétudes**

Page 6

Un secteur de l'export en
pleine mutation

**Les PME cherchent
de nouveaux
marchés**

Page 9

Sommaire

Editorial	3
Aperçu des résultats	4
Situation économique et conditions cadres	5
Risques conjoncturels	6
Champs d'action de la politique	7
Stratégie d'exportation	9
Stratégie d'importation	12
Gestion des liquidités	13
Crédits	14
Au sujet de l'étude	15

Chers lecteurs,

La mauvaise nouvelle nous est parvenue le jour de la fête nationale. L'augmentation à 39 % des droits de douane états-uniens a subitement détérioré les conditions d'exportation. L'expression «coup de massue douanier» a fait florès et les associations professionnelles ont tiré la sonnette d'alarme.

Comment les PME suisses voient-elles cette situation? Nous les avons interrogées – avant et après la décision douanière prise par les Etats-Unis le 1^{er} août 2025. Notre enquête montre qu'à l'heure actuelle, les entreprises ont du mal à évaluer les conséquences de cette décision, mais qu'elles envisagent l'avenir avec confiance, surtout en dehors de l'industrie. Cependant, certaines branches d'activité et certaines entreprises sont plus durement touchées.

En portant un regard positif sur cette situation difficile, l'économie suisse prouve une fois de plus sa résilience. A l'évidence, les PME ont appris à s'adapter à une politique douanière états-unienne devenue imprévisible. Plutôt que d'attendre passivement, la plupart d'entre elles ont pris les devants: deux tiers des PME ont modifié leur stratégie d'exportation dès le mois de juillet 2025. Après la décision d'imposer des droits de douane de 39 %, les entreprises ont redoublé leurs efforts pour trouver des alternatives au marché états-unien. Elles sont de plus en plus nombreuses à envisager de s'établir sur de nouveaux marchés ou à y avoir déjà fait leur entrée.

La politique douanière des Etats-Unis n'a pas pour seul effet de bouleverser le secteur de l'exportation, elle rebat aussi les cartes s'agissant des préoccupations politiques des entreprises: au mois d'août, la politique étrangère est venue éclipser les questions relevant de la politique intérieure, telles que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée ou la réduction de la bureaucratie. Avec l'augmentation des droits de douane imposés par les Etats-Unis, la pression s'intensifie pour que la classe politique clarifie rapidement les relations économiques avec l'UE.

La première édition de l'étude «Le baromètre de l'économie Raiffeisen: la voix des PME» met en lumière les préoccupations actuelles des entreprises de 10 à 249 salariés. Découvrez comment elles gèrent ces nombreuses incertitudes.

Meilleures salutations



Dr. Philippe Obrist

Responsable Clientèle entreprises
Raiffeisen Suisse

Aperçu des résultats

L'augmentation des droits de douane n'assombrît guère le moral des PME

Les PME suisses font preuve de résilience après avoir reçu un «coup de massue douanier»: tous secteurs confondus, les entreprises évaluent la situation économique et les conditions cadres avec presque le même optimisme qu'auparavant.

Les droits de douane de 39 % inquiètent plutôt les petites entreprises

Au mois d'août, les entreprises de 10 à 49 salariés estimaient que le risque conjoncturel lié aux droits de douane états-uniens avait augmenté. Toutefois, les entreprises de plus grande taille n'ont guère changé de regard.

Plus des deux tiers des PME exportatrices ont adapté leur stratégie d'exportation

Les PME exportatrices ciblent de plus en plus des alternatives au marché états-unien: 25 % d'entre elles se concentrent sur d'autres pays, et 22 % sont à la recherche de nouveaux débouchés.

La politique étrangère éclipse la politique intérieure

Les principaux champs d'action de la politique relèvent désormais de la politique étrangère. Les PME demandent à la fois des solutions au litige douanier et une clarification des relations avec l'UE.

Les risques de change préoccupent les entreprises

L'appréciation continue du franc préoccupe de plus en plus les entreprises, qui couvrent plus que jamais leurs risques de change.

Comparaison avant-après

La décision d'imposer des droits de douane de 39 % a amorcé les changements suivants

Juillet Août

Besoin d'action politique dans le conflit douanier avec les USA	19 %	32 %
Clarification des relations Suisse-UE	20 %	24 %
Priorité aux exportations vers de nouveaux pays	17 %	25 %
Arrêt des exportations	9 %	13 %

Les PME restent confiantes malgré la hausse des droits de douane états-uniens

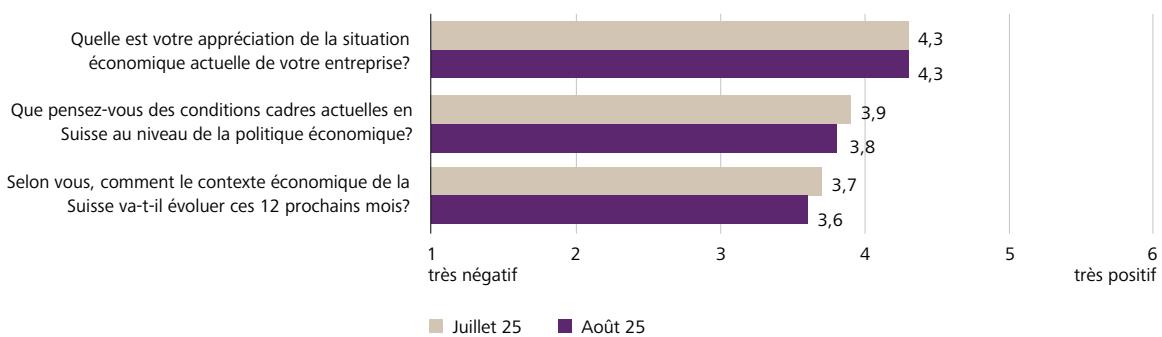
La majorité des PME suisses ne semblent guère impressionnées par la décision du gouvernement des Etats-Unis d'appliquer un droit de douane de 39 % sur les marchandises suisses. En août, les quelque 500 entreprises de 10 à 249 salariés interrogées évaluaient la situation économique avec le même optimisme que lors de l'enquête du mois de juillet: la moyenne se maintient à 4,3 points, entre «plutôt positif» et «positif».

Les entreprises sont un peu plus pessimistes en ce qui concerne les conditions relevant de la politique économique qu'envers la situation économique elle-même. Là encore, l'augmentation des droits douaniers n'a entraîné aucun changement significatif, que ce soit à l'égard des conditions actuelles ou des conditions futures. Avec respectivement 3,8 et 3,6 points, ces deux valeurs n'ont diminué que de 0,1 point et restent donc positives.

Même les secteurs exportateurs restent optimistes

Dans les trois secteurs, les évaluations des PME sont presque identiques à ce qu'elles étaient avant l'augmentation des droits de douane par les Etats-Unis. Les entreprises très exportatrices n'affichent pas non plus de changements significatifs: l'industrie manufacturière est à peine plus pessimiste que les secteurs moins durement touchés.

Evaluation des conditions cadres et de la situation économique actuelle en Suisse



La politique douanière des Etats-Unis en tête des risques cités

Lors de la première enquête réalisée en juillet, les entreprises estimaient déjà que la politique douanière des Etats-Unis représentait de loin le plus grand risque conjoncturel pour les douze prochains mois. Chez les PME de 50 à 249 salariés, cette estimation n'a guère évolué après l'augmentation des droits de douane états-uniens: en août, 62 % d'entre elles voyaient dans les droits de douane l'un des trois plus grands risques pour l'économie. C'est à peine plus qu'en juillet.

De leur côté, les entreprises de 10 à 49 salariés accordent beaucoup plus d'importance aux conséquences de la politique douanière des Etats-Unis après l'instauration du droit de douane de 39 %. En juillet, 53 % citaient les droits de douane états-uniens comme l'un des trois plus grands risques, contre 66 % en août. Manifestement, la hausse des droits de douane inquiète davantage les petites entreprises. Cela s'explique peut-être par le fait que les petites entreprises possèdent moins de sites de production aux Etats-Unis et répercutent moins les droits de douane sur la clientèle américaine que les moyennes et les grandes entreprises. Une autre raison pourrait être la diversification généralement plus faible de leurs activités d'exportation.

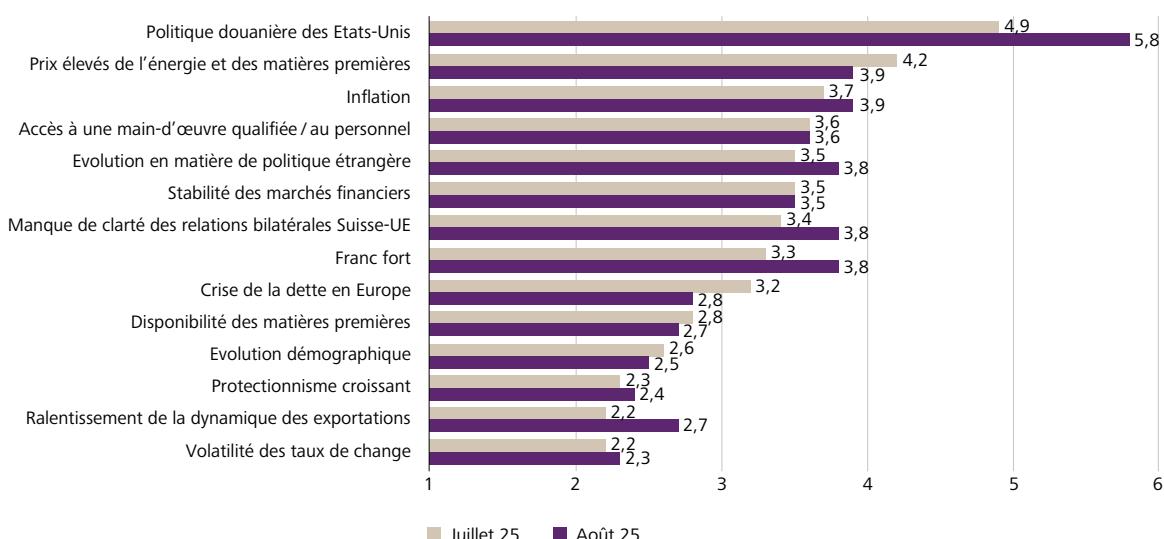
Les relations avec l'UE et la force du franc prennent de l'importance

Les relations économiques incertaines avec l'UE sont de plus en plus perçues comme un risque conjoncturel depuis l'augmentation des droits de douane états-uniens. Les entreprises de 50 à 249 salariés, notamment, accordent une plus grande importance à cette question au mois d'août. Face à la hausse des droits de douane outre-Atlantique, l'accent est encore plus mis sur le principal partenaire commercial de la Suisse. Les évolutions générales en matière de politique étrangère ont également pris de l'importance lors de la seconde enquête.

Outre les relations commerciales, le franc fort préoccupait aussi les entreprises en août: l'appréciation de notre monnaie nationale progresse dans le classement des risques. Si le franc continue de s'apprécier fortement, les taux négatifs pourraient revenir à l'ordre du jour. Par ailleurs, l'inflation ainsi que les prix élevés de l'énergie et des matières premières font toujours partie des principaux risques conjoncturels selon les entreprises interrogées.

Selon vous, quels seront les plus grands risques conjoncturels dans les 12 prochains mois?

Des points ont été attribués à chaque place, puis divisés par le nombre de réponses*



* Les participants ont été invités à classer les risques conjoncturels dans un certain ordre. Afin de standardiser les réponses, les différents classements ont reçu des points par ordre décroissant. Le nombre total de points pour les risques a ensuite été divisé par le nombre de réponses.

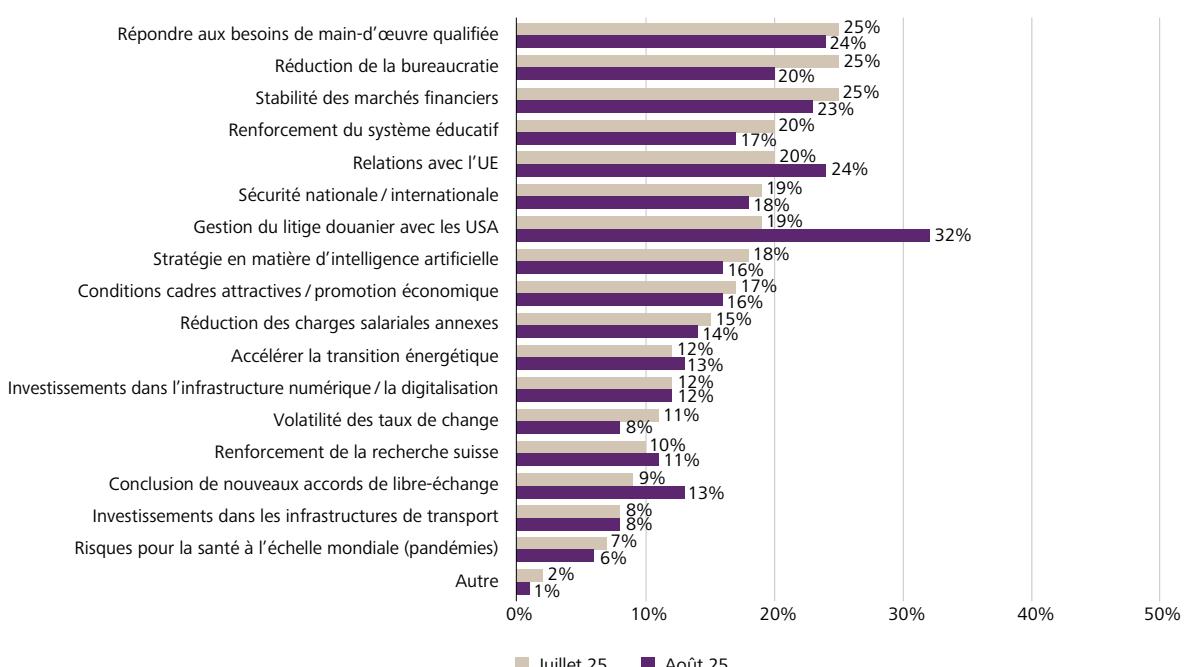
La politique étrangère passe au premier plan

L'augmentation des droits de douane à l'importation aux Etats-Unis a fortement modifié les attentes des entreprises envers la politique. En juillet 2025, les PME situaient encore en Suisse les trois principaux champs d'action: la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, la réduction de la bureaucratie et la stabilité des marchés financiers figuraient en tête du classement, avec une part de 25 % chacune.

Les relations commerciales en tête des préoccupations
L'augmentation des droits de douane a brusquement fait perdre de l'importance aux questions relevant de la politique intérieure. C'est maintenant la politique étrangère qui figure en tête des préoccupations politiques des entreprises. En août, 32 % des entreprises accordaient la priorité absolue au règlement du litige douanier avec les Etats-Unis. A titre de comparaison, au mois de juillet, seules 19 % estimaient qu'il était nécessaire d'agir.

Dans le même temps, les relations avec l'UE sont repassées au premier plan selon la seconde enquête. Les relations avec l'UE n'étaient jugées très importantes que par 20 % des entreprises en juillet, contre 24 % en août. Les relations avec l'UE figurent ainsi parmi les trois principaux champs d'action de la politique, aux côtés du litige douanier avec les Etats-Unis et de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Le souhait de voir se conclure de nouveaux accords de libre-échange a aussi progressé en un mois, passant de 9 à 13 %.

Quels sont, du point de vue de votre entreprise, les trois thèmes les plus importants sur lesquels la politique devrait agir au cours des 12 prochains mois?



Fredy Hasenmaile, chef économiste, revient sur les conséquences du choc douanier et présente les solutions pour y faire face

Quelles sont les répercussions de la hausse des droits de douane sur l'économie suisse?

Fredy Hasenmaile: Nos deux enquêtes montrent que les PME n'ont pas cédé à la panique à cause de cela. Toutefois, pour l'industrie suisse en particulier, les droits de douane de 39 % constituent un désavantage concurrentiel douloureux par rapport aux autres pays. Nombre de PME exerçant leur activité aux Etats-Unis risquent de voir s'effondrer leurs bénéfices. Bien que le secteur des services continue de croître, nous devons nous préparer à une croissance plus faible du PIB. Et si les droits de douane restent aussi élevés pendant un certain temps, il est probable que les taux redéviennent négatifs.

Comment va évoluer le litige douanier?

L'incertitude persiste et nous devons nous y habituer. L'instauration éventuelle de droits de douane sectoriels sur les produits pharmaceutiques pourrait constituer une autre mauvaise nouvelle à court terme. La conjoncture pourrait encore s'assombrir.

A quel point les exportations vers les Etats-Unis se sont-elles effondrées?

Au premier trimestre, les exportations vers les Etats-Unis ont encore augmenté en raison d'effets d'anticipation, ce qui a quelque peu soutenu le moral des entreprises dans un premier temps. Cette demande anticipée fait toutefois défaut pour le restant de l'année et la récente décision douanière pèse énormément sur l'activité aux Etats-Unis. Selon les derniers chiffres de juillet, les exportations vers les Etats-Unis ont baissé de 18 % par rapport à l'année précédente. Et les exportations vers les Etats-Unis devraient continuer de baisser au second semestre.

Sommes-nous menacés par une vague de licenciements?

Des suppressions d'emplois semblent inévitables dans bon nombre des entreprises industrielles concernées. Selon une enquête spéciale réalisée par Raiffeisen dans le cadre de l'indice PMI PME, environ 30 % des PME exportatrices estimaient que leurs effectifs étaient trop importants en juillet. Une opinion sans doute partagée par un plus grand nombre d'entreprises aujourd'hui.

Comment réagissent les PME concernées?

Rares sont les entreprises exportatrices qui peuvent se permettre d'attendre. Il faut mettre en place de nouvelles stratégies, ce que la plupart ont bien compris. Certaines entreprises recherchent de nouveaux débouchés, se tournent vers d'autres pays ou délocalisent leur production à l'étranger. Nombre d'entre elles entendent aussi mettre l'accent sur la Suisse. Une PME exportatrice sur huit a complètement cessé ses opérations à l'étranger, ce qui est préoccupant.

Quelles solutions voyez-vous?

Je vois une solution possible dans une plus large diversification géographique, notamment vers l'Asie, mais aussi vers l'Amérique du Sud. Les entreprises situées dans des pays où les obstacles au commerce avec les Etats-Unis sont particulièrement élevés recherchent de nouveaux partenaires, ce qui peut permettre aux PME suisses de s'engouffrer dans la brèche. C'est manifestement ce que prévoient un grand nombre des PME interrogées.



Fredy Hasenmaile
Chef économiste
Raiffeisen Suisse

Beaucoup cherchent de nouveaux horizons, certaines jettent l'éponge

Les entreprises suisses ne sont pas restées les bras croisés à observer la dégradation des conditions à l'exportation ces derniers mois. Deux tiers des PME exportatrices avaient déjà modifié leur stratégie d'exportation en juillet. Après la décision douanière prise par les Etats-Unis au mois d'août, les entreprises ont redoublé leurs efforts pour trouver des alternatives au marché états-unien.

Les droits de douane de 39 % accélèrent les réorientations

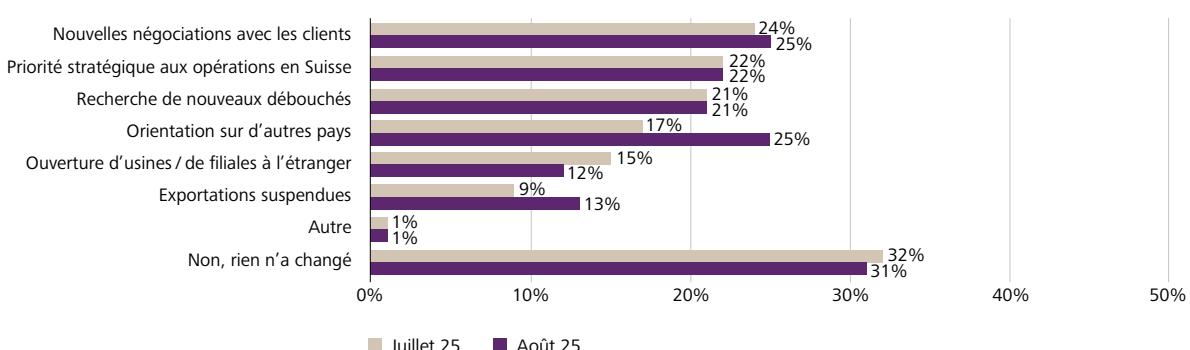
Aujourd'hui, 25 % des PME exportatrices se concentrent sur d'autres pays. Elles n'étaient que 17 % lors de la première enquête en juillet. 22 % des PME exportatrices recherchent de nouveaux débouchés, et 11 % ont ouvert de nouvelles usines ou de nouvelles filiales à l'étranger. Pour 25 % d'entre elles, il est important de négocier avec leurs clients actuels afin d'amortir les pertes qui se profilent sur le marché états-unien.

Une PME exportatrice sur huit abandonne ses opérations à l'étranger

Face au durcissement des conditions d'exportation, un grand nombre de PME se focalisent davantage sur le marché suisse. Près d'un quart se concentrent plus fortement sur le marché intérieur, certaines entreprises renoncent même complètement à leurs opérations à l'étranger: en juillet, 9 % des entreprises interrogées avaient cessé leurs exportations, contre 13 % en août, ce qui souligne une tendance en hausse.

Avez-vous modifié votre stratégie d'exportation en raison de la situation politique actuelle (litige douanier avec les Etats-Unis/conflicts/UE)? Si oui, comment?

Seules les entreprises exportatrices ont été interrogées, plusieurs réponses possibles



Les garanties et les assurances deviennent la règle

Dans les conditions actuelles, il est quasiment impossible d'envisager des opérations d'exportation sans couverture. Trois quarts des PME exportatrices interrogées ont recours aux garanties et aux assurances pour leurs opérations à l'étranger, contre 83 % pour les grandes entreprises.

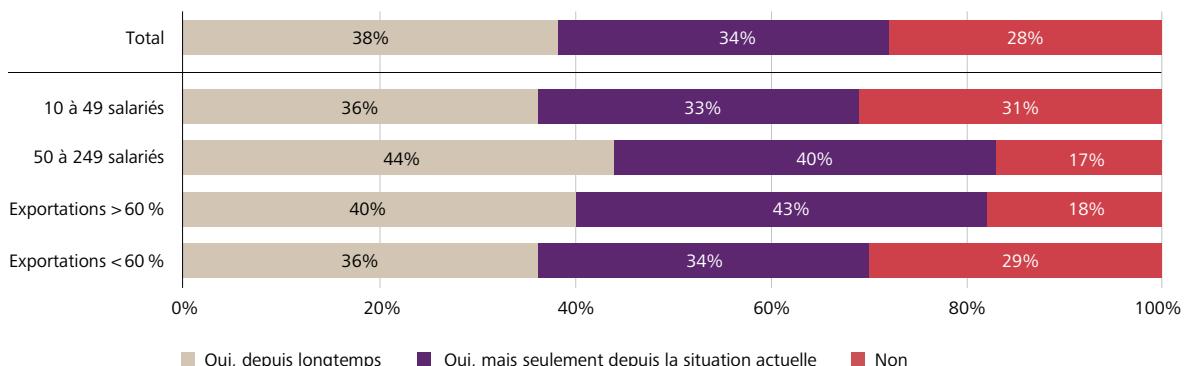
En raison de la situation actuelle, beaucoup plus de garanties et d'assurances sont utilisées: 16 % des entreprises couvrent leurs exportations plus souvent qu'auparavant. 17 % ont recours pour la première fois aux garanties et aux assurances en raison de la situation actuelle. Le besoin de couverture a nettement plus augmenté dans les entreprises de 50 à 249 salariés que dans les petites entreprises.

De plus en plus couvrent les risques de change

La couverture des risques de change affiche également une forte tendance à la hausse. Près des trois quarts des entreprises couvrent stratégiquement leurs risques de change. Cette proportion a presque doublé du fait des évolutions récentes: 34 % des entreprises disposent d'une stratégie depuis peu, et 38 % depuis longtemps – surtout les grandes entreprises exportatrices. 19 % souhaitent en outre réduire les risques à l'avenir et 23 % souhaitent se pencher davantage sur cette question.

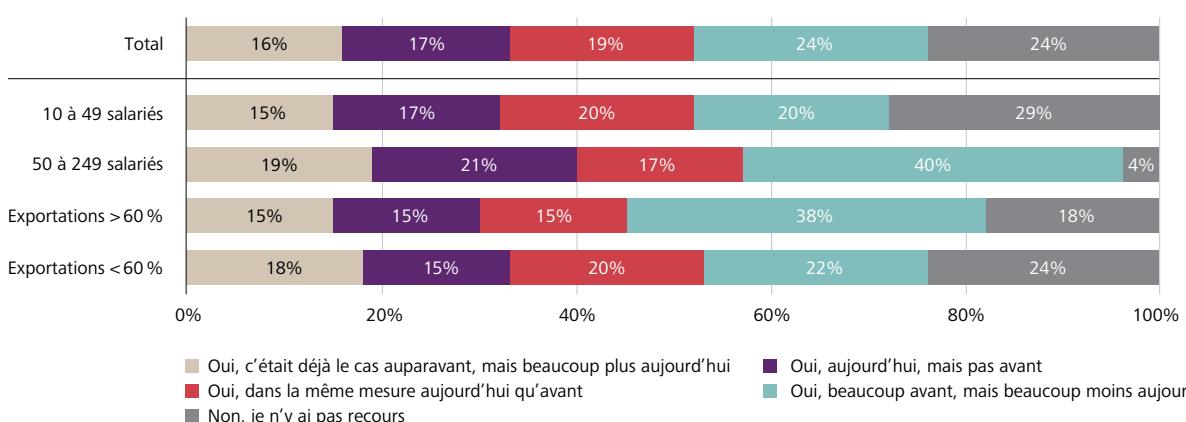
Avez-vous une stratégie pour couvrir vos risques de change?

Seules les entreprises exportatrices ont été interrogées



Recourez-vous depuis longtemps à des assurances ou à des garanties lorsque vous exportez? Cela a-t-il changé dans la situation actuelle?

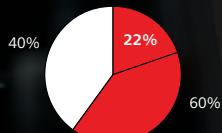
Seules les entreprises exportatrices ont été interrogées



Les PME vivent de l'exportation et de l'importation

59 %

des PME exportent.



22 % réalisent plus de 40% de leur chiffre d'affaires à l'exportation.

283 milliards

de francs d'exportations suisses en 2024.



42 % de ce volume est imputable aux PME.

72 %

des PME importent des biens ou des services.

Top 3 des biens importés

1. Machines et électronique
2. Chimie et pharmacie
3. Véhicules

Principaux partenaires commerciaux

Importation

45% UE

18% USA

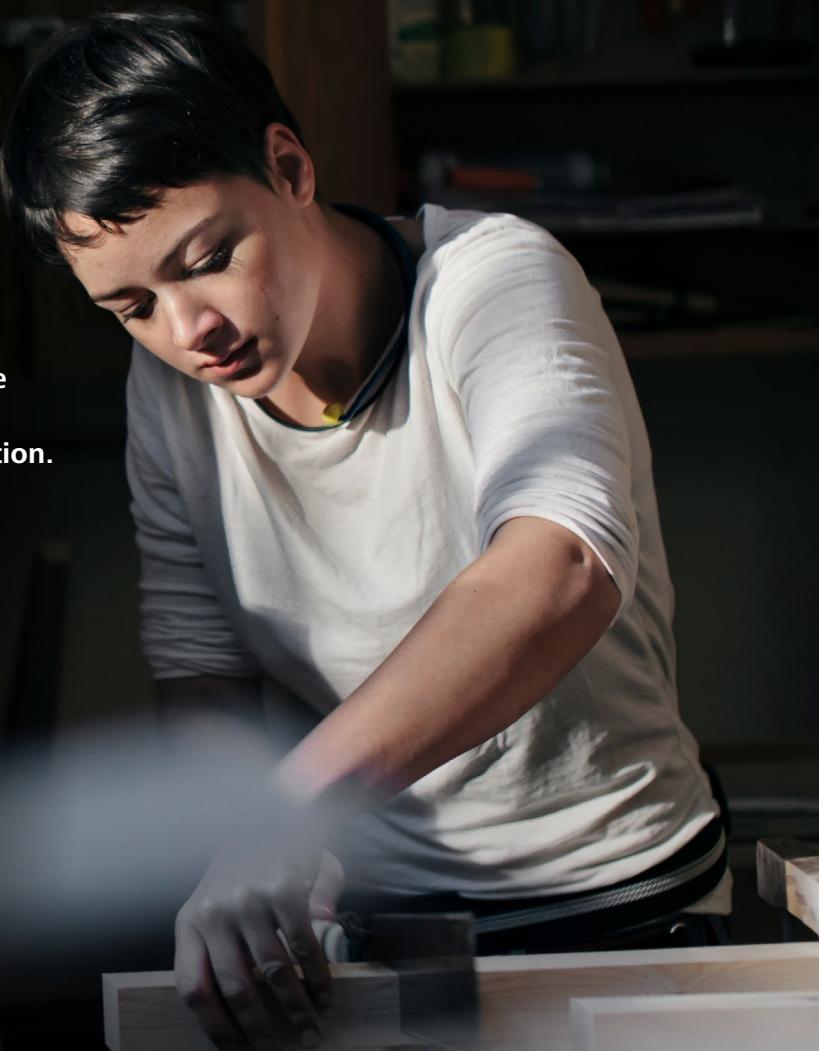
15% GB

Exportation

60% UE

18% Chine

16% USA



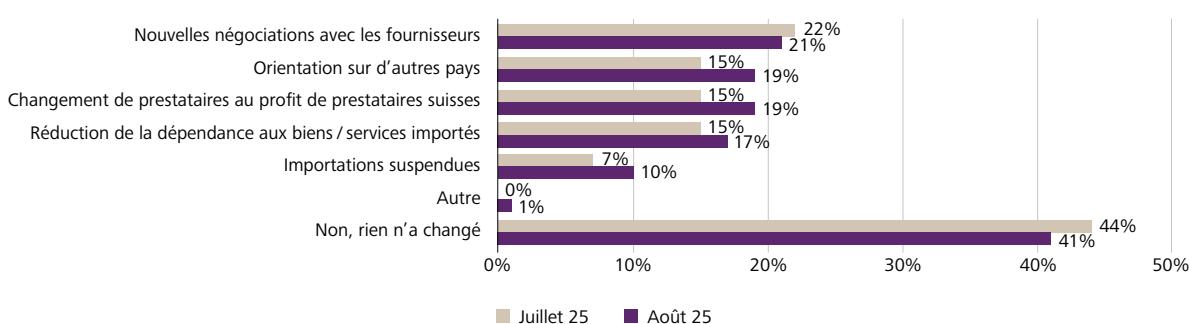
La plupart ont adapté leurs chaînes d'approvisionnement

L'évolution de la politique commerciale ces derniers mois influe presque autant sur les importations que sur les exportations: 60 % des entreprises ont modifié leur stratégie d'importation compte tenu de la situation actuelle. Nombreuses sont celles qui tentent de réduire leur dépendance vis-à-vis de certaines régions économiques. 19 % se tournent plus spécifiquement vers d'autres pays et la même proportion privilégient des fournisseurs nationaux. Ces deux stratégies sont de plus en plus plébiscitées, en juillet comme en août.

Les PME réduisent leur dépendance vis-à-vis de l'étranger
Les problèmes persistants de chaîne d'approvisionnement dans le sillage de la pandémie ont incité de nombreuses entreprises à réduire leur dépendance à l'égard des achats mondiaux. Les défis actuels du commerce extérieur renforcent cette tendance: 17 % essaient de réduire drastiquement leur dépendance à l'égard des biens importés. Certaines le font déjà avec rigueur et misent exclusivement sur les chaînes d'approvisionnement locales – une évolution qui concernait 10 % des entreprises en août.

Avez-vous modifié votre stratégie d'importation en raison de la situation politique actuelle (litige douanier avec les Etats-Unis/conflicts/UE)? Si oui, comment?

Seules les entreprises importatrices ont été interrogées, plusieurs réponses possibles



Différences dans la gestion des liquidités

Les PME interrogées ont plutôt augmenté leurs liquidités au cours des six derniers mois: une entreprise sur cinq dispose de plus de liquidités qu'il y a six mois – seule une entreprise sur sept détient moins de liquidités. Cette tendance s'explique principalement par un besoin accru de couverture en raison de l'incertitude de la situation économique.

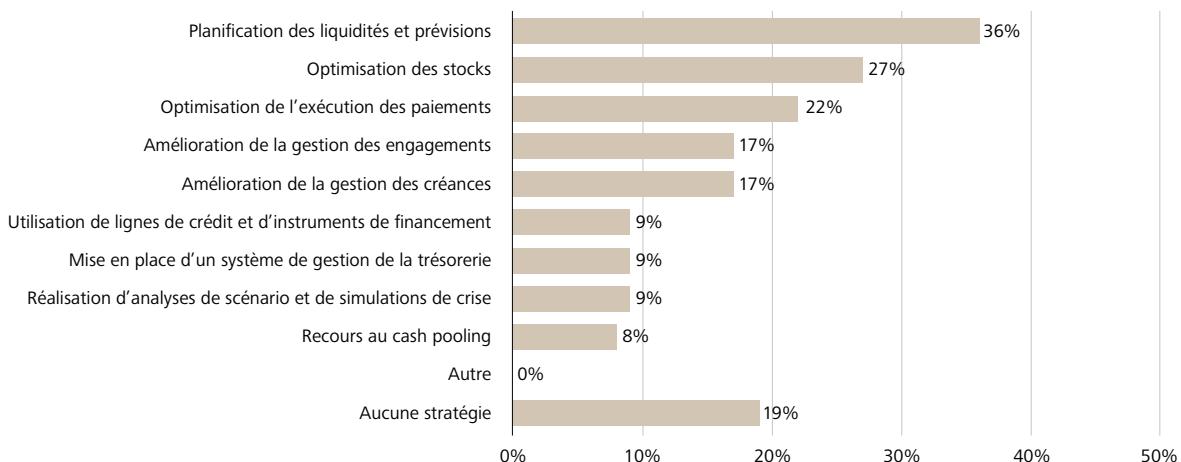
Vaste éventail de stratégies

La situation est hétérogène en ce qui concerne les stratégies en matière de liquidités: un peu plus d'un tiers des entreprises planifient et prévoient leurs liquidités, un quart optimisent leur stock et un sixième investissent dans la gestion des engagements ou des créances. Par contre, une entreprise sur cinq n'a aucune stratégie particulière en la matière.

La gestion des réserves d'espèces présente également de grandes différences. Plus de la moitié des entreprises renoncent à placer leurs liquidités pour en tirer profit. En revanche, 42 % gèrent leurs liquidités excédentaires, au premier rang desquelles les grandes entreprises de 50 à 249 salariés.

Quelle stratégie suivez-vous en matière de liquidités?

Plusieurs réponses possibles



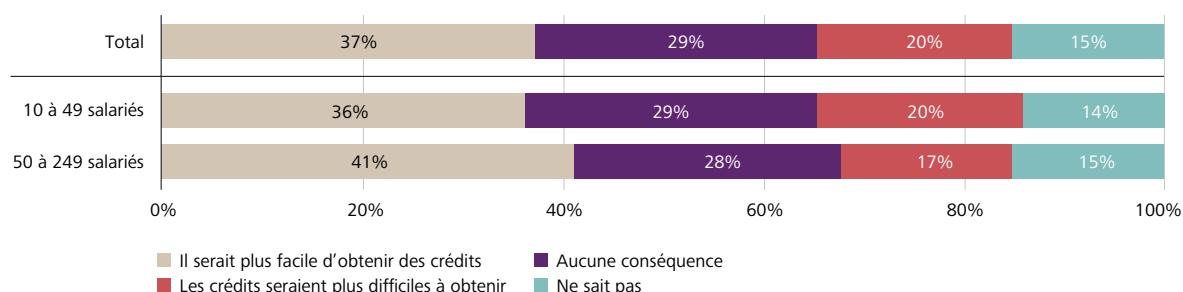
Les entreprises espèrent de meilleures conditions grâce aux taux d'intérêt négatifs

De nombreuses entreprises hésitent à contracter de nouveaux crédits en raison de l'évolution actuelle des taux d'intérêt. Une demande de crédit sur six n'a pas été effectuée en raison de l'évolution récente des perspectives en matière de taux d'intérêt. Près de la moitié des PME interrogées s'attendent à de meilleures conditions si la Banque nationale suisse introduisait à nouveau des taux négatifs. Plus des deux tiers pensent en outre que cela faciliterait l'emprunt.

Les banques sont le premier choix en matière de crédits

Environ une entreprise sur quatre a envisagé de contracter un crédit au cours des douze derniers mois. 59 % se sont tournées vers une banque, 26 % vers un autre prestataire. Mais en fin de compte, seules 8 % ont contracté un crédit.

Si des taux négatifs devaient être introduits en Suisse à la mi-septembre, quelles conséquences cela aurait-il selon vous sur la disponibilité des crédits?



Au sujet de l'étude

Les petites et les moyennes entreprises suisses de 10 à 249 salariés sont interrogées une fois par an pour les besoins de l'étude «Le baromètre de l'économie Raiffeisen: la voix des PME». Cette enquête transversale a été menée par le biais du panel B2B de AmPuls.

En raison de la décision douanière des Etats-Unis du 1^{er} août, l'enquête a été réalisée en deux vagues: 502 entreprises ont été interrogées entre le 9 et le 22 juillet 2025; et 503 entreprises ont participé à la deuxième enquête du 20 au 27 août 2025.

L'échantillon a été déterminé à l'aide de quotes-parts selon la taille de l'entreprise, la région linguistique et le secteur sur la base des données de l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Mentions légales

Raiffeisen est le deuxième groupe bancaire sur le marché domestique et la banque retail suisse la plus proche de sa clientèle. Elle compte plus de 2 millions de sociétaires ainsi que 3,75 millions de clientes et clients et entretient des relations clients avec plus de 227'000 entreprises en Suisse. Avec plus de 210 Banques Raiffeisen autonomes réparties sur près de 770 sites, Raiffeisen jouit d'un ancrage local dans toute la Suisse.

Editeur

Clients entreprises Raiffeisen Suisse
The Circle 66
8058 Zürich-Flughafen

Internet

www.raiffeisen.ch/clients-entreprises

Contact

presse@raiffeisen.ch

Mentions légales

Ce document est destiné à des fins publicitaires et d'information générales et n'est pas adapté à la situation individuelle du destinataire. En l'espèce, il appartient au destinataire d'obtenir les précisions et d'effectuer les examens nécessaires et de recourir à des spécialistes (par ex. conseillers fiscaux, en assurances ou juridiques). Les exemples, informations et remarques mentionnés sont fournis à titre indicatif et peuvent par conséquent varier au cas par cas. Des différences par rapport aux valeurs effectives peuvent survenir en raison d'arrondis.

Ce document ne constitue ni un conseil en placement, ni une recommandation personnelle, ni une offre, ni une incitation ou un conseil d'achat ou de vente d'instruments financiers. Ce document en particulier n'est ni un prospectus, ni une feuille d'information de base au sens des art. 35 et s. ou 58 et s. de la LSF. Les conditions complètes ainsi que les informations détaillées sur les risques inhérents aux différents instruments financiers mentionnés, qui sont seules déterminantes, figurent dans les documents de vente juridiquement contraignants respectifs (par exemple les prospectus [de base], le contrat de fonds, la feuille d'information de base [FIB]/Key Information Document [KID], les rapports annuels et semestriels). Ces documents peuvent être obtenus gratuitement auprès de Raiffeisen Suisse société coopérative, Raiffeisenplatz, 9001 Saint-Gall ou sur raiffeisen.ch. Il est recommandé d'acheter des instruments financiers uniquement après avoir obtenu un conseil personnalisé et étudié les documents de vente juridiquement contraignants ainsi que la brochure «Risques inhérents au commerce d'instruments financiers» de l'Association suisse des banquiers (ASB). Toute décision prise sur la base du présent document l'est au seul risque du destinataire. En raison des restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissants et aux ressortissants d'un Etat dans lequel la distribution des instruments ou des services financiers mentionnés dans le présent document est limitée, ni aux personnes ayant leur siège ou leur domicile dans un tel Etat. Les performances indiquées se basent sur des données historiques ne permettant pas d'évaluer les évolutions présentes ou futures.

Le présent document contient des déclarations prospectives qui reflètent les estimations, hypothèses et prévisions de Raiffeisen Suisse au moment de son élaboration. En raison des risques, incertitudes et autres facteurs, les résultats futurs sont susceptibles de diverger des déclarations prospectives. Par conséquent, ces déclarations ne représentent aucune garantie concernant les performances et évolutions futures. Les risques et incertitudes comprennent notamment ceux décrits dans le rapport de gestion du Groupe Raiffeisen.

Raiffeisen Suisse ainsi que les Banques Raiffeisen font tout ce qui est en leur pouvoir pour garantir la fiabilité des données et contenus présentés. Cependant, elles ne garantissent pas l'actualité, l'exactitude ni l'exhaustivité des informations fournies dans le présent document et déclinent toute responsabilité en cas de pertes ou dommages (directs, indirects et consécutifs) découlant de la distribution et de l'utilisation du présent document ou de son contenu. Elles ne sauraient par ailleurs être tenues responsables des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers. Les avis exprimés dans le présent document sont ceux de Raiffeisen Suisse au moment de la rédaction et peuvent changer à tout moment et sans préavis. Raiffeisen Suisse n'est pas tenue d'actualiser le présent document. Toute responsabilité quant aux conséquences fiscales éventuelles est exclue. Il est interdit de reproduire et/ou diffuser le présent document en tout ou partie sans l'autorisation écrite de Raiffeisen Suisse.